



52 avenue de la Libération – CS 80450 - tél. : 05.56.03.94.50

## COMMUNE DE BIGANOS

### Département de la Gironde

**Autorisation de voirie n°2022/0438  
portant permis de stationnement**

**RUE PIERRE DE COUBERTIN**

Monsieur Le Maire de Biganos, Président de la COBAN,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6 ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le Code de la voirie routière ;

VU le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8ème partie - signalisation temporaire) ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales ;

VU la demande par laquelle par Monsieur MAGIMEL Sébastien et Monsieur CRICQ Armand, représentant les forains présents sur la commune de Biganos à l'occasion des " Fêtes de Biganos ", demandent l'autorisation d'occuper temporairement le domaine public, rue Pierre de Coubertin ;

**CONSIDÉRANT** le protocole d'accord signé en date du 28 juin 2022, entre la Mairie de Biganos et les forains, représentés par Monsieur MAGIMEL Sébastien et Monsieur CRICQ ;

#### **-ARRÊTE-**

**Article 1 - Autorisation :** Les forains participant aux Fêtes de Biganos, représentés par Monsieur MAGIMEL Sébastien et Monsieur CRICQ Armand sont autorisés, sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, et sous réserve de l'obtention si nécessaire d'un arrêté de circulation, à occuper le domaine public, conformément à leur demande :

- **Sur les parkings RUE PIERRE DE COUBERTIN (conformément au plan en annexe),**
- Du lundi 18 juillet 2022 à 09h00 au lundi 25 juillet 2022 à 11h00.

**Article 2 - Responsabilité :** Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation, de l'occupation ou de l'exploitation de ses ouvrages.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui.

Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien auprès du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 3 - Autres formalités administratives :** Le présent arrêté ne dispense pas d'obtenir si nécessaire les autorisations prévues par le Code de l'urbanisme, le Code de la Route ou toute autre réglementation s'appliquant en l'espèce.

**Article 4 - Remise en état des lieux :** Dès la fin de l'occupation, le bénéficiaire est tenu d'enlever les matériaux excédentaires, de rétablir dans l'état initial la voie et ses dépendances, et de réparer tout dommage qui aura pu y être causé.

**Article 5 - Validité, renouvellement et remise en état :** La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

La demande de renouvellement devra être présentée par le bénéficiaire deux mois avant la date d'expiration de la présente autorisation.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans un délai d'un mois à compter de la révocation ou au terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

**Article 6 - Ampliation du présent arrêté est adressée à :**

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Biganos,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques,
- Monsieur le Responsable des Espaces Verts,
- Monsieur le Responsable du Service de la Police Municipale de Biganos,
- Monsieur MAGIMEL Sébastien et Monsieur CRICQ Armand, représentant les forains.

Fait à Biganos, le 06/07/2022

Monsieur Le Maire de Biganos, Président de la COBAN

**Bruno LAFON**

**DIFFUSION :**

**MAGIMEL/CRICQ**

*Police Municipale*

*Monsieur Le commandant de la brigade de gendarmerie de Biganos*

*Adjoint délégué*

*Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

*Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*



Zone de stationnement des forains

